



KPMG SA
51 Chemin de la Taillat
38240 Meylan

AURG

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

AURG

21 rue Lesdiguières - 38000 GRENOBLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
51 Chemin de la Taillat
38240 Meylan

AURG

21 rue Lesdiguières - 38000 GRENOBLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association AURG,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AURG relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Meylan, le 28 mai 2025

KPMG SA

**Jean-Marc
Baumann**

Signature
numérique de Jean-
Marc Baumann
Date : 2025.05.28
08:50:22 +02'00'

Jean-Marc BAUMANN

Associé

Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciation | Net au 31/12/2024 | Net au 31/12/2023 |
|---|------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 942 725 | 942 725 | | 4 581 |
| Immobilisations corporelles | 951 006 | 841 690 | 109 316 | 110 010 |
| Immobilisations financières | 36 971 | | 36 971 | 29 098 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 1 930 702 | 1 784 415 | 146 287 | 143 689 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours (autres que marchandises) | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Créances | | | | |
| Usagers et comptes rattachés | 629 265 | | 629 265 | 1 294 563 |
| Autres | 27 614 | | 27 614 | 46 262 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités (autres que caisse) | 2 293 800 | | 2 293 800 | 1 599 691 |
| Caisse | 225 | | 225 | 173 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 2 950 905 | | 2 950 905 | 2 940 690 |
| REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 65 899 | | 65 899 | 91 484 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Autres comptes de régularisation | | | | |
| TOTAL REGULARISATION | 65 899 | | 65 899 | 91 484 |
| TOTAL GENERAL | 4 947 506 | 1 784 415 | 3 163 091 | 3 175 862 |
| | | | | |
| Legs nets à réaliser : | | | | |
| acceptés par les organes statutairements compétents | | | | |
| autorisés par l'organisme de tutelle | | | | |
| Dons en nature restant à vendre : | | | | |

Bilan passif

| | au 31/12/2024 | au 31/12/2023 |
|--|------------------|------------------|
| FONDS ASSOCIATIFS | | |
| Fonds propres | | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | 13 211 | 13 211 |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Résultat de l'exercice | 15 159 | 7 656 |
| Report à nouveau | 1 659 459 | 1 651 803 |
| SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE | 1 687 830 | 1 672 670 |
| Autres fonds associatifs | | |
| Fonds associatifs avec droit de reprise | | |
| Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| Droits des propriétaires (Commodat) | | |
| TOTAL FONDS ASSOCIATIFS | 1 687 830 | 1 672 670 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 505 129 | 463 372 |
| FONDS DEDIES | | |
| DETTES | | |
| Emprunts et dettes assimilées | | |
| Avances et commandes reçues sur commandes en cours | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 214 266 | 285 785 |
| Autres | 755 866 | 749 816 |
| TOTAL DETTES | 970 132 | 1 035 601 |
| Produits constatés d'avance | | 4 219 |
| TOTAL GENERAL | 3 163 091 | 3 175 862 |
| (1) Dont à plus d'un an (a) | | |
| Dont à moins d'un an (a) | 970 132 | |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | | |
| (3) Dont emprunts participatifs | | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |

Compte de Résultat

| | Exercice N 31/12/2024 | Exercice N-1 31/12/2023 |
|--|--------------------------|----------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes) | | |
| Ventes de marchandises | | |
| Production vendue (biens et services) | 46 372 | 48 381 |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | | |
| Subventions d'exploitation | 4 441 502 | 4 352 549 |
| Cotisations | 1 211 221 | 1 224 912 |
| Autres produits | 24 904 | 20 948 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 5 723 999 | 5 646 791 |
| CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes) | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation des stocks (marchandises) | | |
| Achats d'approvisionnements | | |
| Variation des stocks (approvisionnements) | | |
| Autres charges externes | 1 021 130 | 933 268 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 311 218 | 314 336 |
| Rémunérations du personnel | 2 886 083 | 2 929 060 |
| Charges sociales | 1 413 211 | 1 411 387 |
| Dotations aux amortissements | 75 213 | 60 927 |
| Subventions accordées par l'association | | |
| Autres charges | 20 265 | 12 756 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION | 5 727 120 | 5 661 735 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | -3 121 | -14 943 |
| PRODUITS FINANCIERS | 18 280 | 22 599 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES | | |
| | | |
| REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS | | |
| ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES | | |
| | | |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 15 159 | 7 656 |
| | | |

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : AGENCE URBANISME REGION GRENOBLOISE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 3 163 091 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 15 159 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 24/03/2025 par le conseil d'administration.

L'association a pour objet :

La réalisation et le suivi de programmes d'études permettant la définition, la coordination, la faisabilité, l'accompagnement et la gestion des projets de développement urbain, économique et social des ses membres dans les domaines suivants :

Urbanisme et planification,
Habitat et logement,
Développement économique et social,
Génie urbain et transport,
Paysage et environnement,
Loisirs et tourisme,
Formation, culture et communication,
Sanitaire et social,
Coopération internationale.

L'enregistrement et la gestion des données, par la mise en oeuvre d'observatoires, de suivre l'évolution des données dans ses domaines de compétence et notamment au titre des missions d'observation légalement dévolues aux agences d'urbanisme telles que celles des observatoires locaux des loyers définis par l'article 16 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1988 modifiée et ce, pour tout ou partie des communes adhérentes à l'association et des communes membres des établissements publics de coopération intercommunale eux-même adhérents de l'association.

Elle exerce l'ensemble des missions dévolues aux agences d'urbanisme définies à l'article L132.6 du code l'urbanisme.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Cotisations

La comptabilisation des cotisations est effectuée lors de l'appel de fonds.

Contributions volontaires en nature

Absence de contributions volontaires en nature. Les heures passées par les membres du Conseil d'Administration sont des heures de bénévolat non valorisées.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|------------------------|---------------|------------|----------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 942 725 | | | 942 725 |
| Immobilisations incorporelles | 942 725 | | | 942 725 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | 62 486 | | | 62 486 |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 362 112 | 21 784 | | 385 685 |
| - Matériel de transport | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 498 227 | 3 856 | | 502 835 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 922 825 | 25 639 | | 951 006 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | | | | |
| - Autres titres immobilisés | | | | |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 29 098 | | | 36 971 |
| Immobilisations financières | 29 098 | | | 36 971 |
| ACTIF IMMOBILISE | 1 894 648 | 25 639 | | 1 930 702 |

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

| | Immobilisations incorporelles | Immobilisations corporelles | Immobilisations financières | Total |
|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------|
| Ventilation des augmentations | | | | |
| Virements de poste à poste | | | | |
| Virements de l'actif circulant | | | | |
| Acquisitions | | 25 639 | | 25 639 |
| Apports | | | | |
| Créations | | | | |
| Réévaluations | | | | |
| Augmentations de l'exercice | | 25 639 | | 25 639 |
| Ventilation des diminutions | | | | |
| Virements de poste à poste | | | | |
| Virements vers l'actif circulant | | | | |
| Cessions | | | | |
| Scissions | | | | |
| Mises hors service | | | | |
| Diminutions de l'exercice | | | | |

Amortissements des immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|--|---------------------------|---------------|-------------|---------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 938 144 | 4 581 | | 942 725 |
| Immobilisations incorporelles | 938 144 | 4 581 | | 942 725 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | 62 486 | | | 62 486 |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 312 186 | 7 599 | | 319 785 |
| - Matériel de transport | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 438 144 | 21 276 | | 459 419 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 812 816 | 28 875 | | 841 690 |
| ACTIF IMMOBILISE | 1 750 960 | 33 456 | | 1 784 415 |

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 759 750 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|-----------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 36 673 | | 36 673 |
| Autres | 298 | | 298 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 629 265 | 629 265 | |
| Autres | 27 614 | 27 614 | |
| Charges constatées d'avance | 65 899 | 65 899 | |
| Total | 759 750 | 722 779 | 36 971 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|--------------------------------|---------------|
| Etat produits à recevoir s/c | 3 401 |
| Divers - produits à recevoir | 18 129 |
| Divers produits à recevoir s/c | 151 |
| Total | 21 681 |

Notes sur le bilan

Provisions

Les Hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Méthode de calcul choisie : Prospective

Mode de départ : volontaire

table de mortalité : INSEE H-F 2020-2022

Hypothèse age de départ : 67 ans

Taux d'actualisation : 3.20%

Taux de croissance future des salaires (y compris inflation) : 2.20%

Taux de rotation du personnel (turnover) : moyen

Taux de charges sociales : 56.79%

Les droits sont ceux prévus par la CCN Des Bureaux d'études techniques (JO / 3018 IDCC : 1486)

Tableau des provisions

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|--|---|----------------------------|--|--|---|
| Litiges | | | | | |
| Garanties données aux clients | | | | | |
| Pertes sur marchés à terme | | | | | |
| Amendes et pénalités | | | | | |
| Pertes de change | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | 463 372 | 41 757 | | | 505 129 |
| Pour impôts | | | | | |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales | | | | | |
| sur congés à payer | | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | | |
| Total | 463 372 | 41 757 | | | 505 129 |
| Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : | | | | | |
| Exploitation | | 41 757 | | | |
| Financières | | | | | |
| Exceptionnelles | | | | | |

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 970 132 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|--|-----------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 214 266 | 214 266 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 720 803 | 720 803 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | 35 063 | 35 063 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| Total | 970 132 | 970 132 | | |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

Charges à payer

| | Montant |
|-------------------------------------|----------------|
| Fournisseur factures dues | 96 673 |
| Factures dues s/c | 807 |
| Dettes provision pour congés payés | 278 210 |
| Dettes provision congés payés s/c | 2 322 |
| Charges sociales sur congés payés | 157 996 |
| Charges sociales congés payés s/c | 1 319 |
| Autres charges sociales à payer | 7 978 |
| Autres charges sociales à payer s/c | 67 |
| Etat charges à payer | 27 895 |
| Taxe professionnelle | 146 |
| Divers charges à payer | 3 494 |
| Divers charges à payer s/c | 29 |
| Total | 576 936 |

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|-------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| Charges constatées d avance | 65 353 | | |
| Charges constées d avance s/c | 545 | | |
| Total | 65 899 | | |
| | | | |

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Honoraires de certification des compte : 20745 €

Détails des produits d'exploitation

Subventions : 4 441 502.00€

Cotisations : 1 211 221.17€

Prestations de services : 46 372.08€

Autres produits : 24 904.20€

Total : 5 723 999.45€

Transfert de charge

Le compte transfert de charges d'exploitation se décompose comme suit :

Indemnité d'assurance sur sinistre : 1 484.74€

Prime Apprentissage et autres : 4 095.00€

Remboursement titre déjeuner : 5 131.50€

Refacturation charges engagées : 9 175.00€

Régularisations diverses : 220.18€

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 60 personnes dont 4 handicapés.

| | Effectif Hommes | Effectif Femmes | Effectif Total | Effectif équivalent (Temps plein) |
|---------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|---|
| Cadres | 26 | 31 | 57 | 55 |
| Employés | 2 | 3 | 5 | 5 |
| Ouvriers | | | | |
| Contrat Emploi Solidarité | | | | |
| Contrat de Qualification | | | | |
| Contrat Retour Emploi | | | | |
| Contrat initiative Emploi | | | | |
| Total | 28 | 34 | 62 | 60 |

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 90 453 Euros.

* Direction générale : 90 453 Euros.